

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijns, *Président* ;  
Didier Gosuin, *Bourgmestre* ;  
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey,  
Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;  
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame,  
Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens,  
Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Martine Maelschalck,  
Matthieu Pillois, François Lebovy, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Bruno Collard, *Échevin-e* ;  
Didier Molders, Pauline Vermeiren, Ingrid Venier, *Conseillers communaux*.

**Séance du 20.02.20**

---

**#Objet : Motion contre les violences et discriminations faites aux femmes et pour la reconnaissance du féminicide#**

---

Séance publique

**Secrétariat**

**Vu** la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique du 11 mai 2011 dite « Convention d'Istanbul », ratifiée par la Belgique le 14 mars 2016 et les engagements y afférents ;

**Vu** l'article 10, al.3 de la Constitution belge qui consacre l'égalité entre les femmes et les hommes ;

**Vu** l'article 11 bis de la Constitution belge garantissant aux hommes et aux femmes l'égal exercice de leurs droits et libertés ;

**Vu** le plan d'action national de lutte contre toutes les formes de violence basée sur le genre 2015/2019 ;

**Vu** la circulaire commune de la ministre de la justice et du collège des procureurs généraux relative à la politique criminelle en matière de violence dans le couple dite « circulaire Tolérance Zéro » du 1<sup>er</sup> mars 2006 telle que révisée en 2015 ;

**Vu** la proposition de loi visant à inscrire le féminicide dans le Code pénal déposée le 3 décembre 2019 par Mme Sophie ROHONYI et M. François DE SMET ;

**Considérant** que malgré l'égalité proclamée entre les femmes et les hommes, la violence à l'égard des femmes constitue aujourd'hui, selon l'ONU, « l'une des violations des Droits de l'Homme les plus répandues, les plus persistantes et les plus dévastatrices dans le monde » ; Ces violences peuvent être de plusieurs ordres : psychologiques, économiques, physiques, sexuelles (y compris dans le cadre conjugal), etc ;

**Considérant** que les femmes sont majoritaires parmi les victimes de violences intrafamiliales et sexuelles. En outre, dans l'espace public, les femmes de tous âges sont encore trop souvent l'objet tant de remarques sexistes que de faits de violences ou de harcèlement sexuel ;

**Considérant** que la Belgique n'y échappe pas et que, selon les chiffres publiés pour l'année 2017 par le Ministère de la Justice, la police aurait enregistré 20.581 plaintes pour violence physique « dans le couple », soit 56 plaintes par jour.

**Qu'en** 2018, plus de 9000 appels ont été traités par la plateforme "Ecoute violences conjugales » et ce sont

majoritairement des femmes qui téléphonent. En 2018, la Région Bruxelloise a enregistré 3 796 cas de violence conjugale. Il s'agit du chiffre le plus élevé des cinq dernières années. En 2018, la plateforme stopfemicide.blogspot.be dénombrait, sur base d'un suivi de la presse, 37 féminicides et 24 en 2019 ;

**Qu'en** Belgique, il y a, en moyenne, 7 plaintes pour viols par jour soit plus de 2500 cas par an et qu'on estime que seules 10% des victimes de viols portent plainte à la police ;

**Qu'enfin** en Belgique, une femme sur quatre sera victime de viol au cours de sa vie.

**Considérant** que ces chiffres sont bien en deçà de la réalité puisque de manière générale, tous les cas de violences faites aux femmes ne se retrouvent pas dans les statistiques officielles belges en raison d'une faible reportabilité pour ce type d'agressions (peu de plaintes officielles). Ainsi, d'après le ministère public 50 % des faits de violence intrafamiliale ne sont pas déclarés à la police.

Considérant que la Belgique est l'un des six États européens à ne fournir aucune donnée officielle et exhaustive sur l'ampleur et la nature des violences faites aux femmes et notamment sur les féminicides, alors qu'il s'agit d'une obligation imposée par la Convention d'Istanbul ;

**Considérant** que le féminicide est défini comme « le meurtre d'une ou plusieurs femmes ou filles en raison de leur condition féminine ». Il s'agit de l'expression des violences faites aux femmes à son paroxysme ;

**Considérant** que si la plupart des homicides n'ont pas forcément de lien avec le genre, force est de constater que la majorité des femmes tuées le sont parce qu'elles sont justement des femmes. Des milliers de femmes par le monde sont victimes chaque année de féminicide, qu'il s'agisse de crimes d'honneur, de violences conjugales, intrafamiliales ou d'assassinats ;

**Considérant** que le féminicide n'est toujours pas reconnu comme tel dans le code pénal ;

**Que** cette reconnaissance permettrait de désinvisibiliser ce fait social gravissime ;

**Considérant** que les obligations qui découlent de la Convention d'Istanbul se déclinent en quatre axes, aussi appelés les « 4 P » : les politiques intégrées, la prévention, la protection et soutien ainsi que les poursuites ;

**Considérant** qu'une approche multidisciplinaire basée sur une mobilisation des compétences et de l'expérience de tous les acteurs du monde judiciaire et des milieux médicaux, psychologiques et sociaux doit présider à la mise en œuvre de dispositifs efficaces. La lutte contre la violence conjugale nécessite une approche intégrale et intégrée, une bonne collaboration est indispensable entre la police et le parquet d'une part et les services d'aide d'autre part ;

**Considérant** que, comme le souligne le texte de la Convention d'Istanbul, une lutte efficace ne peut éluder le lien de causalité entre d'une part, une société dite patriarcale et les inégalités de genre qui en découlent et d'autre part, les violences faites aux femmes. Que ce constat appelle à un véritable changement de société ;

**Considérant** que le plan d'action national (PAN) contre les violences basées sur le genre associant l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions 2015-2109 n'a pas encore été renouvelé et ne détaillait pas les moyens alloués à sa mise en œuvre ;

**Considérant** la nécessité de coordonner l'action des différents niveaux de pouvoirs en Belgique en vue de lutter efficacement contre la violence domestique et le féminicide ;

**Considérant** que la commune d'Auderghem doit participer à l'application de la convention d'Istanbul ;

**Considérant** que le 8 mars et la journée internationale des droits des femmes et le 25 novembre est la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et qu'il y a lieu de donner un signal fort lors de ces journées ;

**LE CONSEIL COMMUNAL D'AUDERGHEM DÉCIDE :**

**D'adopter** la motion engageant la Commune d'Auderghem dans la lutte contre les violences et discriminations faites aux femmes et reconnaissant le féminicide ;

**De signer** la Charte Européenne pour l'Egalité des femmes et des hommes dans la vie locale ;

**De prendre la résolution** ferme de lutter contre les violences et discriminations faites aux femmes sur le territoire communal ;

Bien que la Commune d'Auderghem a déjà mis en place diverses mesures en matière de lutte contre les violences faites aux femmes, notamment :

- la CEMPA, la cellule éducative de la maison de la prévention d'Auderghem est attentive et oriente et/ou accompagne vers les cellules *ad hoc* ; Par ailleurs, tous les éducateurs sont tous formés à l'accueil aux victimes ;
- Les victimes peuvent s'adresser en toute confiance à toutes les associations actives dans l'accompagnement des victimes des violences conjugales, notamment le CAFRA ;
- En bord de Soignes réserve dans la mesure des disponibilités des logements aux femmes victimes de violences conjugales qu'elles soient seules ou avec enfants ;

Mais nous proposons d'aller plus loin encore dans cette lutte et donc ;

**De demander au Collège en association avec le Collège de la zone de police :**

- D'être précurseur dans la prévention et la lutte contre les violences faites aux femmes en présentant notamment au Conseil communal un plan d'application de la convention d'Istanbul au niveau local ;
- De promouvoir des événements en lien avec cette thématique (expositions, débats, colloques...) dans les lieux culturels, les écoles, les crèches, l'administration ou les lieux de grands passages de la commune ;
- De mettre en place un groupe de travail dont l'objectif sera la mise en œuvre d'un plan d'actions concrètes au cours de cette mandature, selon les moyens humains et financiers mis à sa disposition ; Ce groupe de travail permettra la collaboration de la commune avec de tous les partenaires du secteur public et du secteur privé aussi bien que ceux issus de la société civile afin de promouvoir une plus grande égalité des femmes et des hommes dans tous les aspects de la vie sur son territoire et de lutter contre toutes les formes de violences faites aux femmes. Ce groupe de travail pourra intégrer au rapport annuel de l'administration présenté au Conseil communal lors de la présentation du budget, des actions concrètes et mesurables entreprises en matière de genderbudgetting bien sûr mais également d'urbanisme, d'éclairages publics adaptés, de lutte contre le harcèlement et contre les violences sexistes dans l'espace public et dans le milieu sportif, de sensibilisation et de formation des agents et notamment des agents de quartier à tout signe de violence quel qu'il soit envers une femme ou des femmes, de sensibilisation auprès de nos publics les plus jeunes (dans les écoles, les maisons de jeunes, les clubs sportifs etc.), par le soutien à des structures et associations de défense des droits des femmes, etc.

Ces actions pourront prendre plusieurs formes :

- • Campagnes de sensibilisation au sein des écoles dans le cadre de l'éducation à la vie, relationnelle, affective et sexuelle les élèves à la question des violences faites aux femmes ;
- • Renforcement de la visibilité de toutes les initiatives mises en place au niveau local (CEMPA, planning familial, CPAS...)
- • La continuation des actions symboliques les 25 novembre en soutien aux victimes à Bruxelles, en Belgique et à travers le monde, comme l'éclairage du centre culturel en orange et la projection du film 'Beignets des tomates vertes' en soutien du projet 'Orange the World' des Nations Unies le 25 novembre 2019 ou la mise en berne du drapeau communal ;
- • La continuation des actions annuelles au mois de mars avec pour thématique les droits des femmes afin de sensibiliser le public au rôle de la femme dans la société en mettant en avant les femmes qui ont marqué notre histoire, comme le projet 'Conviva' qui montrera des portraits (en images et en mots) des femmes auderghemoises de différentes nationalités dans la salle de guichet en mois de mars 2020, accompagné d'un workshop autour du women empowerment le 8 mars 2020 ;
- De renforcer la visibilité de toutes les initiatives mises en place au niveau local ;
- De renforcer des liens avec d'autres communes pour la mise en place de projets communs en termes de prise en charge et de prévention de ces violences ;

- De renforcer des liens avec la Région et autres bailleurs potentiels pour la subsidiation de projets de prévention de ces violences ;

**De demander** au Conseil de l'Action sociale d'intégrer dans son rapport annuel les actions et les mesures concrètes qu'il met en œuvre pour appliquer la Convention d'Istanbul ;

**De demander au** Conseil de Police de travailler sur l'application de la convention d'Istanbul dans notre zone de Police, de veiller à la sensibilisation de nos agents de police à la lutte contre les violences faites aux femmes, notamment dans une optique d'augmenter de manière importante l'enregistrement des plaintes et de mettre en place, un relevé systématisé d'informations et de données chiffrées et désagrégées relatives aux violences de genre pour constituer une base statistique fiable au niveau local ;

**De demander au Gouvernement bruxellois, conformément à la déclaration de politique régionale :**

- De participer à l'élaboration d'un plan global de lutte contre la violence faite aux femmes, en collaboration avec les autorités fédérale et fédérées, concerté avec les associations actives dans ce domaine ;
- De récolter et publier les données statistiques liées aux violences faites aux femmes auprès de tous les acteurs concernés ;
- De développer en concertation avec l'Etat fédéral des initiatives de centres de d'accueil similaires au « 320, rue Haute » dans chaque zone de police ;
- D'améliorer l'accueil des victimes de violences conjugales et de renforcer les refuges secrets pour femmes ;
- De donner suite aux constats repris dans l'avis du 28 mars 2019 rendu par le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'espace public et d'implémenter les recommandations ayant trait aux politiques régionales (CoBAT, procédures judiciaires, aménagement et gestion de l'espace public, cyber harcèlement et cyber sexisme) ;

**D'inviter le Parlement fédéral :**

- A poursuivre les débats sur la reconnaissance du féminicide et à les intégrer dans un cadre global de lutte contre les violences faites aux femmes ;
- à adopter rapidement un arsenal juridique ambitieux de lutte contre les violences faites aux femmes à l'instar de celui développé en Espagne ;

**De demander au Gouvernement fédéral :**

- de pérenniser et d'élargir les moyens des centres multidisciplinaires actives dans ce domaine afin de répondre aux besoins et de généraliser ces centres compte tenu de leurs bons résultats en terme de dépôt de plainte ;
- de prolonger sa politique de lutte contre les violences basées sur le genre à travers la rédaction d'un nouveau plan d'action national (PAN) associant l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions pour 2020-2024, bénéficiant d'une vision globale et d'une approche intégrée, et budgétisé ;
- d'insérer prioritairement la lutte contre les violences faites aux femmes dans la prochaine note-cadre de sécurité intégrale, ainsi que dans le prochain plan national de sécurité, en les accompagnant des moyens supplémentaires ;

Le Conseil communal demande au Collège du Bourgmestre et des Echevins de transmettre cette motion au Parlement Fédéral, au Parlement Régional Bruxellois, au Parlement Flamand, au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, à la Première Ministre, au Ministre de la Justice, au Ministre-Président Bruxellois, à la Secrétaire d'Etat bruxelloise à l'Égalité des chances, au Ministre-Président de la Fédération Wallonie Bruxelles, à

la Ministre des Droits des Femmes, au collège et conseil de Police de la Zone Uccle/Watermael-Boitsfort/Auderghem.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
27 votants : 27 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Christophe Magdalijns

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 09 mars 2020

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Christophe Magdalijns, *Voorzitter* ;  
Didier Gosuin, *Burgemeester* ;  
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey,  
Lieve Jorens, *Schepenen* ;  
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame,  
Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens,  
Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine Bogaert, Martine Maelschalck,  
Matthieu Pillois, François Lebovy, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd**

Bruno Collard, *Schepen* ;  
Didier Molders, Pauline Vermeiren, Ingrid Venier, *Gemeenteraadsleden*.

**Zitting van 20.02.20**

---

**#Onderwerp : Motie tegen geweld en discriminatie ten aanzien van vrouwen en de erkenning van  
femicide#**

---

Openbare zitting

**Secretariaat**

**Gelet op** het Verdrag van de Raad van Europa inzake het voorkomen en bestrijden van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld van 11 mei 2011, bekend als het 'Verdrag van Istanbul', dat op 14 maart 2016 door België werd bekrachtigd, en de bijbehorende verbintenissen;

**Gelet op** artikel 10, derde lid van de Belgische Grondwet dat aan de gelijkheid tussen vrouwen en mannen is gewijd;

**Gelet op** artikel 11bis van de Belgische Grondwet dat voor vrouwen en mannen de gelijke uitoefening van hun rechten en vrijheden waarborgt;

**Gelet op** het nationale actieplan ter bestrijding van alle vormen van gendergerelateerd geweld 2015-2019;

**Gelet op** de gemeenschappelijke omzendbrief van de minister van Justitie en het college van procureurs-generaal betreffende het strafrechtelijk beleid inzake partnergeweld, 'omzendbrief nultolerantie' genaamd van 1 maart 2006, zoals herzien in 2015;

**Gelet op** het op 3 december 2019 door mevrouw Sophie ROHONYI en de heer François DE SMET ingediende wetsvoorstel om femicide in het Strafwetboek op te nemen;

**Overwegende dat**, ondanks de afgekondigde gelijkheid tussen vrouwen en mannen, geweld tegenover vrouwen vandaag volgens de VN 'één van de meest verspreide, aanhoudende en verwoestende schendingen van mensenrechten in de wereld is', dit geweld verschillende vormen kan aannemen: psychologisch, economisch, fysiek, seksueel (met inbegrip van partnergeweld), enz.

**Overwegende dat** slachtoffers van intrafamiliaal en seksueel geweld doorgaans vrouwen zijn. Dat vrouwen van alle leeftijden, in de openbare ruimte, bovendien nog vaak af te rekenen krijgen met zowel seksistische opmerkingen als daden van geweld of seksuele intimidatie;

**Overwegende dat** België er niet aan ontsnapt en dat uit cijfers die het ministerie van Justitie voor 2017 heeft gepubliceerd blijkt dat de politie 20.581 meldingen van fysiek geweld 'binnen het koppel' zou hebben geregistreerd, wat neerkomt op 56 klachten per dag.

**Dat** het platform 'Ecoute violences conjugales' in 2018 in Franstalig België meer dan 9.000 oproepen heeft behandeld en het meestal vrouwen zijn die bellen. Dat in 2018 het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest 3.796 gevallen van partnergeweld geregistreerd, wat het hoogste cijfer in de voorbije 5 jaar is. Dat het platform 'stopfemicide.blogspot.be', op basis van een opvolging in de pers, 37 feminicides in 2018 en 24 in 2019 heeft geteld;

**Overwegende dat** er in België gemiddeld 7 klachten wegens verkrachting per dag zijn, wat neerkomt op meer dan 2.500 gevallen per jaar, en dat naar schatting slechts 10% van de slachtoffers een klacht indient bij de politie;

**Dat** in België 1 vrouw op 4 tijdens haar leven slachtoffer van een verkrachting zal worden;

**Overwegende dat** deze cijfers in werkelijkheid veel hoger liggen omdat niet alle gevallen van geweld tegenover vrouwen zich in de officiële Belgische statistieken bevinden door een zwakke overdraagbaarheid van dit soort van geweldplegingen (weinig officiële klachten). Dat volgens het openbaar ministerie 50% van de feiten van intrafamiliaal geweld niet bij de politie worden aangegeven.

Overwegende dat België een van de zes Europese landen is die geen enkele officiële en volledige gegevens verstrekken over de omvang en de aard van de geweldplegingen tegenover vrouwen en onder meer over de feminicides, terwijl het om een door het Verdrag van Istanbul opgelegde verplichting gaat;

**Overwegende dat** feminicide wordt gedefinieerd als 'de moord op één of meer vrouwen of meisjes vanwege hun vrouwelijke status'. Dat het de uitdrukking van geweld tegen vrouwen op haar hoogtepunt is;

**Overwegende dat** hoewel de meeste moorden niet noodzakelijk gendergerelateerd zijn, er toch wordt vastgesteld dat de meeste vermoorde vrouwen zijn gedood gewoon omdat ze vrouwen zijn. Dat duizenden vrouwen over de hele wereld jaarlijks het slachtoffer van feminicide zijn, of het nu om eremoord, partnergeweld, intrafamiliaal geweld of moorden gaat;

**Overwegende dat** feminicide nog steeds niet als dusdanig in het Strafwetboek wordt erkend;

**Dat** deze erkenning het mogelijk zou maken om dit ernstig sociaal uit de onzichtbaarheid te halen;

**Overwegende dat** de verplichtingen die uit het Verdrag van Istanbul voortvloeien zijn opgedeeld in 4 pijlers: geïntegreerd beleid, preventie, bescherming en ondersteuning en vervolging;

**Overwegende dat** een multidisciplinaire benadering op basis van de inzet van de vaardigheden en de ervaring van alle actoren uit de juridische wereld en de medische, psychologische en sociale kringen ten grondslag aan de invoering van doeltreffende maatregelen moet liggen. Dat om de strijd tegen huiselijk geweld aan te binden er een integrale en geïntegreerde aanpak nodig is, evenals een goede samenwerking tussen de politie en het parket enerzijds en de hulpdiensten anderzijds;

**Overwegende dat**, zoals in de tekst van het Verdrag van Istanbul wordt benadrukt, een efficiënte strijd niet om het causale verband tussen enerzijds een zogenaamde patriarchale samenleving en de daaruit voortvloeiende ongelijkheden tussen mannen en vrouwen en anderzijds het geweld tegen vrouwen heen kan. Dat deze vaststelling om een echte maatschappelijke verandering gaat;

**Overwegende dat** het nationale actieplan (NAP) 2015-2019 tegen gendergerelateerd geweld dat de federale staat, de Gemeenschappen en de Gewesten verbindt, nog niet werd vernieuwd en geen gedetailleerde beschrijving bevatte van de voor de uitvoering van het plan toegekende middelen;

**Overwegende** de noodzaak om de acties van de verschillende bevoegdheidsniveaus in België te coördineren om het huiselijke geweld en feminicide doeltreffend te bestrijden;

**Overwegende dat** de gemeente Oudergem aan de toepassing van het Verdrag van Istanbul moet deelnemen;

**Overwegende dat** 8 maart de internationale vrouwendag is en 25 november de internationale dag tegen geweld op vrouwen en het nodig is om die dagen een duidelijk signaal te geven;

#### **BESLIST DE GEMEENTERAAD VAN OUDERGEM OM:**

**de motie aan te nemen** waardoor de gemeente Oudergem bij de strijd tegen geweld en discriminatie tegen vrouwen wordt betrokken en feminicide erkent;

het Europees charter voor de gelijkheid tussen vrouwen en mannen in het lokale leven **te ondertekenen**;

**het krachtige besluit te nemen** om op het gemeentelijke grondgebied de strijd aan te binden tegen geweld en discriminatie tegen vrouwen;

Ook al heeft de gemeente Oudergem al diverse maatregelen genomen ter bestrijding van het geweld tegen

vrouwen, waaronder:

- CEMPA, de educatieve cel van het preventiehuis van Oudergem, schenkt aandacht aan de problematiek en begeleidt en/of verwijst naar de *ad-hoc*cellen. Alle opvoeders hebben bovendien een opleiding over slachtofferbejegening gevolgd.
- De slachtoffers kunnen zich in alle vertrouwen tot alle verenigingen wenden die actief zijn op het vlak van de begeleiding van slachtoffers van huiselijk geweld, waaronder CAFRA.
- Aan de rand van het Zoniënwood bevinden zich (in de mate van de beschikbaarheid) woningen voor vrouwen met of zonder kinderen die slachtoffer van huishoudelijk geweld zijn.

Maar wij willen nog verder gaan in deze strijd en stellen dus voor om:

**samen met het college van de politiezone aan het college te vragen om :**

- een voorbeeld te worden op het gebied van preventie en bestrijding van geweld tegen vrouwen door onder meer aan de gemeenteraad een toepassingsplan voor te leggen van de overeenkomst van Istanbul op plaatselijk niveau;
- evenementen (tentoonstellingen, debatten, colloquia, ...) in verband met dit thema te promoten op de culturele plaatsen, in de scholen, in de kinderdagverblijven, bij de administratie of op de drukke plaatsen van de gemeente;
- een werkgroep op te richten om tijdens deze zittingsperiode een concreet actieplan uit te werken en uit te voeren, volgens de menselijke en financiële middelen die ter beschikking worden gesteld. Deze werkgroep zal de samenwerking van de gemeente met alle partners uit de openbare en privésector en het maatschappelijke middenveld mogelijk maken, om een grotere gelijkheid van vrouwen en mannen in alle facetten van het leven op het grondgebied te bevorderen en om alle vormen van geweld tegen vrouwen te bestrijden. Deze werkgroep zal kunnen worden opgenomen in het jaarverslag van de administratie, dat aan de gemeenteraad wordt voorgelegd tijdens de voorstelling van de begroting, concrete en meetbare acties uiteraard inzake genderbudgetting, maar ook inzake stedenbouw, aangepaste openbare verlichting, de strijd tegen intimidatie en seksueel geweld in de openbare ruimte en in sportkringen, inzake sensibilisering en opleiding van agenten en onder meer wijkagenten omtrent alle tekenen van geweld, ongeacht of dit tegenover een of meerdere vrouwen is, sensibiliseringsacties bij onze jongste doelgroepen (in de scholen, de jeugdhuizen, de sportclubs, enz.), via de ondersteuning van de structuren en verenigingen die vrouwenrechten verdedigen, enz.

Deze acties kunnen meerdere vormen aannemen:

- sensibiliseringscampagnes in de scholen in het kader van onderricht over het leven, relationele, affectieve en seksuele voorlichting van de leerlingen rond geweld tegenover vrouwen;
- de vergroting van de zichtbaarheid van alle initiatieven die op lokaal niveau tot stand worden gebracht (CEMPA, centra voor gezinsplanning, OCMW, ...);
- de voortzetting van symbolische acties op 25 november ter ondersteuning van de slachtoffers in Brussel, België en wereldwijd, zoals de oranje verlichting in het cultureel centrum en de vertoning van de film 'Fried Green Tomatoes' ter ondersteuning van het project 'Orange the World' van de Verenigde Naties op 25 november 2019 en het halfstok hangen van de gemeentevlag;
- de voortzetting van de jaarlijkse acties in maart met als thema de vrouwenrechten om het publiek bewust te maken van de rol van de vrouw in de maatschappij door vrouwen die een stempel op onze geschiedenis hebben gedrukt in de kijker te plaatsen, zoals het project 'Conviva' dat de portretten (in beelden en woorden) van Oudergemse vrouwen van verschillende nationaliteiten toont in de lokettenzaal in maart 2020, vergezeld van een workshop rond 'women empowerment' op 8 maart 2020;



- de zichtbaarheid van alle op lokaal niveau tot stand gebrachte initiatieven te vergroten;
- de banden tussen andere gemeenten te versterken om gemeenschappelijke projecten uit te werken om dit geweld aan te pakken en te voorkomen;
- de banden met het Gewest en andere potentiële geldschieters aan te halen om projecten ter preventie van dit geweld te subsidiëren;

**aan de raad voor maatschappelijk welzijn te vragen om** in zijn jaarverslag de acties en de concrete maatregelen te vermelden die de raad neemt om het Verdrag van Istanbul toe te passen;

**aan de politieraad te vragen om** te werken aan de toepassing van het Verdrag van Istanbul in onze politiezone, te zorgen voor de sensibilisering van onze politieagenten over de strijd tegen geweld tegen vrouwen, onder meer om de registratie van klachten aanzienlijk te doen toenemen en een gesystemiseerd overzicht van gekwantificeerde en uitgesplitste informatie en gegevens over gendergeweld op te stellen om op lokaal niveau een betrouwbare statistische databank aan te leggen;

**in overeenstemming met de gewestelijke beleidsverklaring aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering te vragen om:**

- mee te werken aan de opstelling van een globaal plan ter bestrijding van geweld tegen vrouwen, in samenwerking met de federale en gefedereerde overheden en in overleg met de verenigingen die actief zijn binnen dit domein;
- de statistische gegevens over geweld tegen vrouwen bij alle betrokken partijen te verzamelen en te publiceren;
- in overleg met de federale staat in elke politiezone gelijkaardige initiatieven, zoals het opvangcentrum '320, Hoogstraat', te ontwikkelen;
- de opvang van slachtoffers van huiselijk geweld te verbeteren en het aantal vluchthuizen voor vrouwen uit te breiden;
- gevolg te geven aan de vaststellingen die werden opgetekend in het advies van 28 maart 2019 van het Parlement van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest over de gelijkheid tussen vrouwen en mannen in de openbare ruimte en de aanbevelingen met betrekking tot het gewestelijke beleid (BWRO, gerechtelijke procedures, inrichting en beheer van de openbare ruimte, cybergeweld en cyberseksisme) uit te voeren;

**het federaal parlement uit te nodigen om :**

- de debatten over de erkenning van feminicide voor te zetten en in een globaal kader ter bestrijding van geweld tegen vrouwen op te nemen;
- snel een ambitieus juridisch arsenaal ter bestrijding van geweld tegen vrouwen aan te nemen, zoals de middelen die in Spanje zijn ontwikkeld;

**aan de federale regering te vragen om :**

- de middelen van de multidisciplinaire centra die op dit gebied actief zijn te bestendigen en uit te breiden, om aan de behoeften te voldoen en deze centra te generaliseren, rekening houdend met hun goede resultaten wat betreft het indienen van klachten;
- haar beleid ter bestrijding van gendergerelateerd geweld voor te zetten via de opstelling van een nieuw nationaal actieplan (NAP) 2020-2024 dat de federale staat, de Gemeenschappen en de Gewesten verbindt en dat steunt op een globale visie en een geïntegreerde en gebudgetteerde aanpak;
- in de eerste plaats de strijd tegen vrouwengeweld op te nemen in de volgende kadernota Integrale Veiligheid, evenals in het volgende nationaal veiligheidsplan, door er bijkomende middelen aan te koppelen;

De gemeenteraad vraagt aan het college van burgemeester en schepenen om deze motie over te maken aan het federale parlement, het Brusselse gewestelijke parlement, het Vlaamse parlement, het parlement van de Federatie van Wallonië-Brussel, de eerste minister, de minister van Justitie, de Brusselse minister-president, de Brusselse staatssecretaris voor Gelijke Kansen, de minister-president van de Federatie Wallonië-Brussel, de minister voor Vrouwenrechten, het college en de politieraad van de zone Ukkel/Watermaal-Bosvoorde/Oudergem.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Oudergem, 09 maart 2020

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin